

Bulletin d'histoire politique

La Révolution tranquille et ses suites : l'histoire politique en question

Michel Sarra-Bournet



Volume 18, numéro 3, printemps 2010

La nécessaire histoire du politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054833ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054833ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sarra-Bournet, M. (2010). La Révolution tranquille et ses suites : l'histoire politique en question. *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 143–147.
<https://doi.org/10.7202/1054833ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La Révolution tranquille et ses suites : l'histoire politique en question

Michel Sarra-Bournet

Chargé de cours

UQAM et Université de Montréal

Il m'incombe de commenter, plus que de critiquer, la partie contemporaine de l'imposant ouvrage de mes collègues de Québec. Merci à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec d'avoir imaginé cet événement qui me rappelle à bien des égards la table ronde que l'Association québécoise d'histoire politique avait organisée le 7 février 1995 autour de l'article de Ronald Rudin sur le « révisionnisme » en histoire du Québec¹. Tout comme le texte à l'étude, la table ronde fut un événement qui permit à plusieurs historiens de se pencher sur la production historique des décennies précédentes et de prendre la mesure des tendances historiographiques. Aujourd'hui, l'occasion est belle de répéter l'expérience à partir d'un ouvrage d'une facture qui se fait rare : cette fois-ci, c'est d'une synthèse d'histoire politique qu'il s'agit.

Ce texte sera divisé en deux parties. Tout d'abord, on y trouvera une appréciation du livre sur le plan de la méthode. Ensuite, la discussion s'élargira pour traiter de l'évolution récente du champ de l'histoire politique et de ses perspectives d'avenir.

Qu'est-ce que l'histoire politique ? Autrefois, cette expression renvoyait à l'histoire des grands personnages, généraux ou présidents, et des grands événements, guerres ou révolutions. Elle s'est développée pour englober l'action de l'État, souvent dans ses dimensions électorales et parlementaires. L'histoire politique a longtemps été la forme par excellence du récit historique : elle en dictait la trame. Maintenant que l'histoire sociale est dominante, l'histoire politique n'en constitue plus qu'une facette parmi d'autres. L'histoire politique s'intéresse maintenant à toutes les relations de pouvoir, pas seulement ses manifestations dans le cadre de l'État-nation.

En quoi cet ouvrage serait-il de l'histoire politique ? Il traite de l'histoire d'une grande ville, mais d'un type particulier : Québec est une

capitale. En effet, c'est d'abord et avant tout le développement de Québec en tant que capitale qui en fournit le principal fil conducteur. On ne s'en surprendra guère, puisque le principal commanditaire du projet est l'Assemblée nationale. Cela se reflète notamment dans la périodisation : les grandes parties du texte sont séparées par les années 1608, 1759, 1838, 1867 et 1960.

On m'a demandé de m'intéresser plus particulièrement à la cinquième partie du livre, celle qui porte sur la Révolution tranquille et ses suites. Les années 1960 et 1970, en particulier, ont été témoins d'une intense politisation de la société québécoise et furent une période de modernisation accélérée des institutions politiques. Sans surprise, la croissance de l'État québécois se fit sentir d'une manière particulièrement visible à Québec. Mais la Révolution tranquille fut aussi une révolution sociale, culturelle, intellectuelle et morale. La section du livre intitulée « Québec : capitale du Québec moderne » propose donc un traitement classique de cette période, en ce qu'elle met l'accent sur la modernisation des institutions politiques.

L'historiographie de la Révolution tranquille englobe un certain nombre de perspectives qui sont souvent influencées par le contexte de production intellectuelle. Les premiers à se pencher sur cette période n'avaient pas le détachement nécessaire pour analyser sans passion les phénomènes qui se déroulaient sous leurs yeux et dont ils étaient souvent les acteurs en plus d'en être témoins. La génération qui a fait la Révolution tranquille est la même qui a combattu le conservatisme de Duplessis. Elle avait tendance à accentuer le contraste entre la « Grande Noirceur » et la « Révolution tranquille »².

L'incorporation des méthodes des sciences sociales dans le travail d'une nouvelle génération d'historiens a donné lieu à un virage important : dès lors l'année 1960 n'apparaît plus comme le début d'une « révolution », mais d'un rattrapage plus apparent que réel, la modernisation du Québec s'étant amorcée au XIX^e siècle³. Cette approche « révisionniste » fut à son tour battue en brèche par des chercheurs critiques de certains aspects de la modernisation du Québec ou de l'apparence d'unanimité qu'elle aurait suscitée⁴.

Tant pour la Révolution tranquille que pour l'ensemble des époques qu'elle couvre, la synthèse que nous avons entre les mains évite de tomber dans l'un ou l'autre de ces pièges. Elle est écrite avec un sain détachement du sujet, à l'aide d'une méthode historique éprouvée. En effet, les auteurs ont tiré parti des sources nouvellement disponibles, comme le Fonds Jean-Lesage qui a été traité récemment. Il s'agit de la première étude qui couvre l'ensemble de la période contemporaine qui ne soit pas écrite par des politologues ou des journalistes.

À la lecture d'un ouvrage d'une telle qualité et d'une telle envergure, on ne peut éviter de se poser la question : où est passée l'histoire politique,

celle qui raconte l'histoire nationale en suivant l'évolution des grands récits collectifs à travers le débat démocratique ? Trois tendances lourdes qui ont influencé tant la recherche historique que l'enseignement de l'histoire depuis quatre décennies l'ont fait aux dépens de l'histoire politique : l'histoire sociale, l'histoire-monde et l'histoire culturelle.

La première de ces tendances est la montée en force, sous l'influence des sciences sociales, de « l'histoire sociale »⁵. Traditionnellement, l'histoire était enseignée sur un mode chronologique, et faisant une large place aux événements politiques et aux grands personnages. Cette approche a été critiquée. On a jugé cette histoire « événementielle » superficielle et élitiste⁶. Les critiques de l'histoire politique traditionnelle ont allégué qu'elle s'intéressait trop à des épiphénomènes et excluait les grandes tendances qui ont balayé l'Occident au cours des deux derniers siècles. Première conséquence, le virage « histoire sociale » banalise les particularités de l'histoire du Québec en faisant ressortir son adhésion à un modèle général de développement économique et social. Cette approche pose également l'individu et tout le champ du politique comme déterminé, et réduit par conséquent l'importance du volontarisme (*human agency*).

L'effacement du politique en histoire est également lié la montée de « l'histoire-monde ». Dans une communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française l'historienne Michèle Dagenais de l'Université de Montréal a observé qu'à l'heure de la mondialisation, le cadre national est partout remis en question. Depuis 1867, le cadre historique est ou bien canadien ou bien québécois, contribuant ainsi à la légitimation de l'État. Depuis lors, le rapport avec le monde a été relégué aux relations internationales. Or au lieu de perpétuer par automatisme ce *methodological nationalism* qui confond l'État-nation et la société, il faudrait plutôt, selon elle, examiner les dynamiques transnationales, car toutes les dynamiques territoriales n'agissent pas au même échelon. Parce qu'il postule un tout homogène et distinct et une approche linéaire et qu'il nie ainsi les multiples expériences particulières de groupes en marge de la majorité, le cadre historique québécois devait être problématisé au lieu d'être essentialisé. Ainsi, conclut-elle, faudrait-il séparer histoire et nation⁷. L'histoire-monde est désormais en vogue dans la communauté des historiens. L'histoire nationale succomberait donc à l'effacement d'un phénomène éphémère, l'État-nation. La mondialisation serait, en effet, la cause première de la dissolution du national. Selon le sociologue Gilles Bourque, à l'ère de « l'érosion des pouvoirs de l'État-nation, il est non seulement nécessaire mais urgent de s'interroger sur l'histoire nationale (...) Je crois donc dans la nécessité d'une histoire supranationale »⁸.

Enfin, une dernière tendance affaiblit le politique, mais par le bas cette fois-ci, au contraire de l'histoire sociale et de l'histoire monde : c'est « l'histoire culturelle ». Comme en France où, parallèlement à l'impulsion donnée

à l'histoire sociale par l'école des Annales, s'est développée l'histoire des mentalités⁹, le Québec a découvert une forme d'histoire culturelle qui accorde une place centrale à la subjectivité de l'individu, dans la foulée de l'éclatement des identités¹⁰. L'individualisme et le relativisme caractéristiques de notre époque militeraient non seulement contre le récit collectif nationalitaire, mais aussi contre certaines formes d'explications structuralistes héritées de la sociologie et qui ont longtemps été en vogue en histoire sociale, comme l'histoire des travailleurs, des femmes et des immigrants vus comme des catégories sociales déterminées.

La conjonction de ces phénomènes a affaibli l'histoire politique et a contribué à accentuer certains phénomènes connexes observés dans le champ intellectuel québécois: la disparition du Québec comme objet d'étude dans les cégeps, le manque d'intérêt pour la politique canadienne dans les universités du Canada et la marginalisation de l'histoire politique dans les universités du Québec¹¹.

Il y seulement quelques années, l'histoire politique était hégémonique. Ce qui n'apparaissait pas sur l'écran radar du politique n'avait pas d'importance. Le politique était déterminant. Aujourd'hui, l'équation s'est renversée: tout est déterminé par le social, y compris le politique, qui, dès lors, n'est plus qu'une dimension particulière de la réalité, et certainement pas la plus importante: au mieux est-il l'écho au sein de chaque nation des tendances sociales qui la dépassent et, au pire, le lieu d'épiphénomènes sans intérêt.

Mais pourquoi ferait-on ainsi l'économie du politique et du national? Le politique, parce qu'il appréhende les rapports de pouvoirs qui sont à la fois le résultat et la source de phénomènes sociaux, ne possède-t-il pas une grande capacité explicative? De son côté, le national ne demeure-t-il pas, comme l'écrivait Jean-Marie Fecteau, le lieu privilégié des rapports sociaux?¹².

L'historiographie nous enseigne que les historiens ne font jamais table rase et que le balancier revient toujours au sein des dyades singulier-universel, structure-volontarisme, national-mondial, politique-social, etc. En cela comme en toute chose, l'équilibre tend à s'établir. Mais si on ne souhaite pas la disparition de l'histoire politique, il ne faut pas non plus la réifier en faisant d'elle un élément fédérateur univoque, le seul capable d'intégrer tous les niveaux de la réalité dans une entreprise de synthèse. Chaque niveau d'analyse – chaque sujet, même – a le potentiel d'être un prisme de la réalité sociale. Il faudra peut-être réinventer notre manière d'appréhender l'histoire politique, mais au nom de quoi aurait-elle perdu cette faculté?

Québec: quatre siècles d'une capitale est un ouvrage d'histoire politique classique qui met l'accent sur les aspects du développement de la ville de Québec reliés à sa fonction de capitale: développement de l'administration et des institutions publiques, expansion urbaine, etc. On lui reprochera peut-être de l'avoir fait aux détriments d'autres aspects de l'histoire

de la ville. Cependant, d'avoir privilégié le politique comme « angle d'entrée » me semble un choix judicieux, non seulement parce que Québec est une capitale, mais aussi parce que le politique demeure un niveau de la réalité sociale qui permet de rendre compte d'une grande partie de l'expérience humaine.

Notes et références

1. Voir le numéro thématique « Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, hiver 1996, p. 7-74.
2. Parmi les exemples les plus évidents, voir Gérard Bergeron, *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa : 1956-1971*, Montréal, Parti pris, 1971, 631 p. et Léon Dion, *Quebec, 1945-2000. Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.
3. Pour des points de vue opposés sur cette question, voir Robert Comeau, « La Révolution tranquille : une invention? » et Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier, *La Révolution tranquille : 40 ans plus tard, un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p.11-20 et p. 21-41.
4. Voir Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille : pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999, 159 p. et Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.
5. Voir Michel Sarra-Bournet, « Concilier sociologie et histoire : le débat sur la sociologie historique », *Cahiers d'histoire*, Université de Montréal, vol. 10, n° 2, automne 1989, p. 69-85.
6. Voir à ce sujet, Mark F. Proudman, « Why Canadian History is Boring. The fault lies in the content, not in the writing », *Literary Review of Canada*, juillet / août 2007, p.14-15.
7. Voir Michel Sarra-Bournet, « Présences de passé. Le 61^e congrès de l'IHAF », *Traces*, vol. 46, n° 4, novembre-décembre 2008, p. 28-30.
8. Gilles Bourque, « La nation, l'histoire et la communauté politique », dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos d'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 37 et 42.
9. Voir Philippe Poirier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004, 441 p.
10. Voir Thierry Nootens, « Un individu "éclaté" à la dérive sur une mer de "sens"? Une critique du concept d'identité », communication présentée au 46^e congrès annuel de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Trois-Rivières, le 18 octobre 2008.
11. Gilles Laporte, « La disparition des études québécoises au cégep », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3, printemps-été 2008, p. 8 et 9, Affaires universitaires; Robert Comeau et Jacques Rouillard, « La marginalisation de l'histoire politique dans les universités francophones », *Le Devoir*, 13-14 janvier 2008, p. B5.
12. Voir Jean-Marie Fecteau, « Deux ou trois choses que je sais d'elle... une "autre" histoire du Québec? », *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, automne 2008, p. 16-19.